



DÉCLARATION DE BERLIN

VERS UNE POLITIQUE DES DROGUES BASÉE SUR LA DÉFENSE DES DROITS HUMAINS

La guerre menée aujourd'hui contre la drogue s'est transformée en spirale destructrice. Les principes sur lesquels repose la prohibition ont montré que cette guerre est un échec total.

L'idée d'un monde sans drogues est une utopie et les politiques de réduction de l'offre et la demande basées sur la violence institutionnelle ont échoué face aux réalités de chaque continent et région.

Ces politiques ont produit des dispositifs antidémocratiques, répressifs et autoritaires, qui n'ont fait que renforcer le pouvoir et l'influence économique des groupes criminels. La guerre mondiale contre la drogue a provoqué des violations systématiques des droits humains, la corruption, la criminalisation et l'emprisonnement de masse de certaines populations, en même temps que les risques sociaux et sanitaires pour les usagers de drogues illicites ont augmenté.

La prohibition est une erreur de stratégie politique qui s'est transformée en une idéologie morbide. La guerre contre la drogue a atteint une violence sans précédent en Amérique centrale et en Asie du Sud-Est, menant à la terreur et à la mort. Pendant ce temps, les succès de la dépénalisation de la consommation des drogues et le développement de nouveaux paradigmes sur les usages scientifiques et thérapeutiques des stupéfiants dans d'autres parties du monde révèlent la nature très contestable de la prohibition. La société civile et de la communauté scientifique ont su renouveler les approches et ont édifié la réduction des risques, afin d'améliorer la qualité de vie de tous les usagers des drogues, en même temps que les usagers problématiques retrouvaient des services sociaux et de santé adaptés.

En conséquence, et compte tenu des millions de personnes victimes de la guerre menée contre la drogue, nous, les hommes et les femmes avec des visions du monde diverses, en tant que chrétiens, militants, libres penseurs, défenseurs des droits de l'homme et des droits des usagers de drogues, implorons les Nations Unies et sa Commission

des stupéfiants, le Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Union européenne, l'OEA, la CICAD, la CELAC, les hommes et femmes politiques, les églises, les communautés et les organisations sociales à:

Arrêter la politique de guerre contre la drogue.

Sur la base du «Processus de réconciliation pour la paix, la justice et la création», nous appelons les organisations religieuses, les communautés chrétiennes, les groupes laïcs, les organisations de la société civile, les organisations internationales et les organisations sociales à mettre fin à la guerre contre la drogue.

Nous demandons l'amélioration de la coopération judiciaire pour un ciblage réel et efficace des organisations terroristes, des groupes terroristes et du blanchiment d'argent et d'actifs.

La promotion et l'analyse des alternatives aux politiques fondées sur l'interdiction et la répression.

La mise en place des stratégies de prévention et d'éducation en matière de drogue fondées sur des principes de réduction des risques et le respect des droits humains.

L'engagement de la société civile dans le processus post-UNGASS.

Le financement des campagnes d'information sur les politiques internationales et locales en matière de drogues autour des stratégies pragmatiques de prévention et de réduction des risques fondées sur des données scientifiques argumentées, sans préjugés ni aprioris sur les usagers ou les substances elles-mêmes.

La reconnaissance du droit des usagers des drogues à décider librement de leurs choix de vie conformément au principe de l'autodétermination.

Nous, les institutions et personnes signataires de cette déclaration, nous engageons à promouvoir la réforme du modèle actuel de contrôle international des drogues, en prônant une approche pragmatique fondée sur la santé publique et les droits humains. Cette réforme doit chercher à remédier les effets néfastes des politiques existantes en matière de drogues, prévenir les consommations problématiques des drogues licites ou illicites et lutter contre les réseaux mafieux de grande échelle.

Unis dans la diversité et animés par le besoin de justice et d'empathie qui nous inspire à aller vers l'avant, nous déclarons que la guerre contre la drogue doit cesser!

FEATURED SIGNATURES

Rev. Martin Diaz

International Consulting. Drug Policy and Harm Reduction Advocacy. President of IEPES.

Theol. Daniela Kreher

Researcher, Pastoral With Youth, Harm Reduction, Drug Policy Advocacy. IEPES.

Pfr. Michael Kleim

Theologian and activist for human rights. Member of the Schildower Kreis network of experts in science and practice. Germany

Noam Chomsky

Theologian and activist for human rights. Member of the Schildower Kreis network of experts in science and practice. Germany

David Nutt

DM FRCP FRCPsych FMedSci DLaws, Prof of Neuropsychopharmacology Imperial College, UK

Padre José Alejandro Solalinde

Theologian and Catholic Priest, defender of the human rights of migrants. Coordinator of the Pastoral of Human Mobility South Pacific of the Mexican Episcopate.

Padre Luis Barrios

Theologian and Professor of John Jay College of Criminal Justice & Member of Ph.D. faculties in critical social/personality psychology. Graduate Center-City University of New York; Fellow American College of Forensic Examiner Institute-FECFEI

Bodo Ramelow

Prime Minister of Thuringia, Germany

Dra. Raquel Peyraube

Consultant in Harm Reduction and Public Policies | Uruguay

Rvdo. Martín Barahona

Bishop Emeritus and Peace Ambassador of the Anglican Episcopal Church of El Salvador.

Lic. Milton Romani Gerner

Medical Psychiatrist, "Triagram" Institute for the Development of Life in Community, Chile

Hubert Wimber

Former president of the Münster police. Board Member of LEAP, Germany

Dr. Herbert Wilfredo Barillas

Former Rector of National University of El Salvador, El Salvador

Lic. Fidel Nieto

Rector of the Salvadorean Lutheran University, El Salvador

Lic. Dagoberto Gutiérrez

Vice-rector of the Salvadorean Lutheran University and Signer of the Peace Agreements, El Salvador

Dr. Sergio Sánchez Bustos

Medical Doctor and Director of "Latinoamérica Reforma" Foundation, Chile

Prof. Carla Rossi

Professor of Medical Statistics, Representative of Nonviolent Radical Party Transnational Transparty (NRPTT) to UNODC, Official National Expert of HRDU indicator to EMCDDA, President of the Association Centro Studi Statistici e Sociali

Dr. Mariano Fusero

Director of the Drug Policy Area of the Penal Thought Association (APP), Argentina.

Rodrigo Uprimny Yepes

Founder and Member of the Board of Directors of "Dejusticia", Colombia

Profesor Hakim Himmich

President of the Association for the Fight against AIDS (ALCS), Morocco

[Complete list: http://bit.ly/berlindec](http://bit.ly/berlindec)

TOP ORGANIZATIONS BY REGION

AMERICA

Iglesia Evangélica Protestante de El Salvador - IEPES
ICM-MCC
Drug Policy Alliance
Law Enforcement Action Partnership's (LEAP)
Blacks in Law Enforcement of America (BLEA)
UNITARIAN UNIVERSALIST ASSOCIATION
Iglesia Episcopal Anglicana de El Salvador
MAPS
Asociación Pensamiento Penal
Trinity United Church of Christ
Viva Rio
Casa Apostólica Cristo Liberador
Comunidad Cristiana Mesoamericana
ACEID
DeJusticia
Stop the Drug War
Iglesia Evangélica Presbiteriana Costarricense
SSDP
EPSD
Latinoamérica Reforma
LEAP Costa Rica
Neirika
FedCure
COIN
International Centre for Science in Drug Policy
Triagrama
Positive Change Chicago Recovery Alliance
HepFree Hawaii
Asociación Comité Contra el Sida Cabañas
REDUC
Nama

EUROPE

IDPC
AFEW
Akzept
ICEERS
CORRELATION network
ENCOD
The Norwegian Association for Safer Drugs Policies
Youth RISE
RELEASE
GREAA
City Wide Drugs Crisis Campaigning
Lambeth Service User Council (LSUC)
Fundación ABD

AFRICA

ALCS | Marruecos |
Eastern Africa Harm Reduction Network (EAHRN)
Subsahariana
Uganda Harm Reduction Network (UHRN)

OCEANIA

The Wayside Chapel
Australian Drug Law Reform Foundation
Harm Reduction Australia
Elixinol

ASIA

Rumah Cemara